

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/BOP/R/35

19 septembre 1997

(97-3791)

Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements

RAPPORT SUR LES CONSULTATIONS AVEC LE NIGERIA

1. Le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements a repris ses consultations avec le Nigéria les 30 et 31 juillet 1997. Celles-ci se sont tenues sous la présidence de M. Peter R. Jenkins (Royaume-Uni) et conformément au mandat du Comité, en application de l'article XVIII:12 b) du GATT de 1994 et du Mémorandum d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements. Le Fonds monétaire international était invité à y participer conformément à l'article XV:2 du GATT de 1994.
2. Le Comité disposait du plan d'élimination progressive présenté par le Nigéria sous couvert du document WT/BOP/N/27.
3. L'exposé introductif de la délégation du Nigéria est reproduit à l'annexe I.

Débat du Comité

4. La plupart des membres ont répété ce qu'ils avaient déjà dit au cours des précédentes étapes des consultations, à savoir que des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements étaient inappropriées et n'étaient pas justifiées par la situation de la balance des paiements nigériane. A une exception près, tous ont estimé que le calendrier prévu pour l'élimination progressive des prohibitions à l'importation, qui s'étalait sur huit ans, était bien trop long. L'un des membres a suggéré 1999 comme terme du programme, ce qui pourrait coïncider avec l'achèvement de la réforme de l'administration des douanes. Tout en se montrant moins critiques à l'égard de la proposition du Nigéria, certains membres espéraient qu'une solution satisfaisante pourrait être trouvée à la réunion. La délégation nigériane a expliqué que quatre produits (sorgho, millet, farine de froment et gypse) seraient retirés de la notification, dans la mesure où on pouvait considérer qu'ils étaient prohibés pour des raisons de sauvegarde plutôt que de balance des paiements, et qu'un plan révisé serait soumis. Cependant, en ce qui concerne le calendrier, le représentant du Nigéria a dit qu'il n'était pas en position d'effectuer une quelconque modification pour le moment. Les membres ont suggéré que le Comité suspende les consultations jusqu'à ce que le Nigéria puisse présenter un meilleur plan. Le Comité a décidé de reprendre ces consultations en février 1998, étant entendu que des consultations informelles seraient tenues avec les parties intéressées en novembre 1997, au cours desquelles on chercherait à obtenir des assurances que le processus politique interne aboutirait à une solution que le Comité pourrait juger satisfaisante.

Conclusions provisoires

5. Les membres ont accueilli avec satisfaction le calendrier d'élimination progressive des prohibitions à l'importation encore appliquées par le Nigéria. Un membre au moins a jugé la proposition nigériane acceptable, mais la plupart ont rappelé que le Comité avait déjà conclu que ces mesures ne pouvaient plus se justifier au regard de l'article XVIII:B et du Mémorandum d'accord et demandé qu'elles soient éliminées immédiatement ou dans un délai nettement plus court que celui qu'avait proposé le Nigéria.

6. La délégation nigériane n'était pas en mesure de proposer un calendrier plus court à la réunion; elle est donc convenue de communiquer les opinions exprimées par les membres du Comité aux autorités compétentes pour qu'elles les examinent, et de mener des consultations avec les membres intéressés en novembre. Sur cette base, le Comité a décidé de suspendre les consultations et de les reprendre, en vue de leur conclusion, au début de février 1998.

7. Les membres ont réservé leurs droits au titre du GATT de 1994.

ANNEXE I

Exposé introductif du représentant du Nigéria

Monsieur le Président,

1. Permettez-moi une fois encore, au nom de ma délégation, de vous adresser, ainsi qu'aux autres membres du Comité, mes remerciements pour le soutien et la coopération dont vous nous avez fait bénéficier au cours de ces consultations. Nous espérons que vous continuerez à faire preuve de la même compréhension et du même esprit de coopération alors que nous tenterons d'arriver à un consensus sur toutes les questions pertinentes.

2. Au cours des consultations tenues en mars 1997 avec ce Comité, les membres ont redit que les prohibitions à l'importation appliquées par le Nigéria ne pouvaient plus se justifier au titre de l'article XVIII:B et du Mémoire d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements. A cette occasion, le Nigéria avait également indiqué qu'il s'engageait à procéder rapidement à l'élimination des mesures commerciales restrictives et à ne plus se prévaloir de l'article XVIII:B. En conséquence, le Comité l'avait invité à mener des consultations avec les membres qui avaient manifesté leur intérêt à cet égard, et à établir un calendrier pour l'élimination des prohibitions à l'importation encore en vigueur.

3. Dans cette optique, le Nigéria a présenté un calendrier pour l'élimination sur huit ans des mesures commerciales restrictives encore en vigueur. En établissant ce calendrier, le gouvernement a tenu compte de la nécessité de ne pas déstabiliser l'économie et de laisser aux réformes des douanes et du système portuaire le temps de se mettre en place de façon à ce que les mesures fondées sur les prix qui en résultent puissent être administrées efficacement. En outre, il a également décidé de traiter le problème des prohibitions à l'importation de façon exhaustive, et le calendrier proposé vise donc tous les produits auxquels les prohibitions s'appliquent. Enfin et surtout, le délai proposé doit permettre à l'économie de se renforcer en s'appuyant sur les progrès récemment obtenus, notamment la réduction de l'inflation, l'amélioration de la situation des réserves extérieures, et la relative stabilité des taux d'intérêt et de change. Il s'agit également d'éviter que les pressions qui s'exercent sur la balance des paiements n'empêchent la situation de continuer à évoluer favorablement.

4. Le gouvernement nigérian a pris en compte les intérêts de tous ses partenaires commerciaux. Le calendrier proposé représente une avancée significative. Nous demandons donc à tous les membres de continuer à faire preuve de compréhension et de coopération à ce sujet.

5. Je vous remercie de votre attention.